OUEST CONSEILS

EXPERTISE COMPTABLE & AUDIT

Delphine CROGUENNEC
Dominique DENIEL
Frédérique DENIEL-HOSTIOU
Laëtitia GUILLEMOT
Paul GUILLOU
Pierre-Yves LE CORRE
Aurélien MARCHAND
Florent MICHEL
Gildas RAZIL
Mikaël ROCUET
François RODRIGUEZ
Samuel ROUSSEAU
David TRIPON

Experts-Comptables
Commissaires aux comptes

Association ADAPEI 79

14 Bis Rue d'Inkermann - BP 39124

79061 NIORT CEDEX 9

RAPPORTS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Aux membres de l'Association ADAPEI 79,

▪ Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ADAPEI 79 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

▪ Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

▪ Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

.../...

- **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

- **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

- **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A QUIMPER, le 8 juin 2026

Société OUEST CONSEILS AUDIT
Commissaire aux Comptes
François RODRIGUEZ



Adapei79

BILAN

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024	Variation
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net	
Frais d'établissement (I)			-	-	-
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles	**498 461**	**474 485**	**23 977**	**16 464**	**7 513**
Frais de développement			-	-	-
Dotations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	498 461	474 485	23 977	16 464	7 513
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes					
Immobilisations corporelles	**97 339 190**	**63 289 548**	**34 049 642**	**35 130 203**	**- 1 080 561**
Terrains	1 323 384	264 449	1 058 935	1 049 490	9 444
Constructions	73 131 319	45 301 552	27 829 767	29 069 389	- 1 239 622
Installations techniques, matériel et outillage	15 382 762	12 131 813	3 250 949	3 751 081	- 500 132
Autres immobilisations corporelles	6 544 981	5 591 733	953 247	961 816	- 8 569
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	956 744		956 744	298 426	658 318
Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédés					-
Immobilisations financières	**3 776 791**	**-**	**3 776 791**	**3 616 251**	**160 541**
Participations	569 101		569 101	568 710	392
Créances rattachées à des participations			-	-	-
Autres titres immobilisés	329 072		329 072	330 332	- 1 261
Prêts	2 786 295		2 786 295	2 620 954	165 341
Autres immobilisations financières	92 323		92 323	96 254	- 3 931
TOTAL (II)	**101 614 442**	**63 764 032**	**37 850 410**	**38 762 917**	**- 912 508**
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours	**2 780 632**	**131 466**	**2 649 165**	**2 677 650**	**- 28 484**
Créances	**20 654 340**	**1 144 673**	**19 509 667**	**16 531 663**	**2 978 003**
Clients et comptes rattachés	9 691 441	1 144 673	8 546 768	7 870 296	676 472
Créances reçues par legs ou donations					-
Autres créances	10 962 899	-	10 962 899	8 661 368	2 301 531
Charges constatées d'avance	229 388		229 388	223 953	5 435
Valeurs mobilières de placement	**500 000**	**-**	**500 000**	**-**	**500 000**
Instruments financiers à terme et jétons détenus			-	-	-
Disponibilités	**7 531 011**		**7 531 011**	**7 471 525**	**59 485**
TOTAL (III)	**31 695 371**	**1 276 140**	**30 419 231**	**26 904 791**	**3 514 440**
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Ecarts de conversion actif et différences d'évaluation Actif (VI)					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	**133 309 813**	**65 040 172**	**68 269 641**	**65 667 709**	**2 601 932**

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024	variation
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise	**857 187**	**857 187**	**-**
Fonds propres statutaires			-
Fonds propres complémentaires	857 187	857 187	-
Fonds propres avec droit de reprise	**7 623**	**7 623**	**-**
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires	7 623	7 623	-
Ecarts de réévaluation			
Réserves	**15 629 048**	**15 629 048**	**-**
Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	*13 425 443*	*13 425 443*	-
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projet de l'entité	15 629 048	15 629 048	-
Autres			
Report à nouveau	**7 098 080**	**9 312 897**	**- 2 214 817**
Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	*- 10 109 405*	*- 6 511 833*	*- 3 597 572*
Excédent ou déficit de l'exercice	**2 698 318**	**- 2 214 817**	**4 913 135**
Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	*1 850 244*	*- 3 597 572*	*5 447 815*
Situation nette (sous-total)	***26 290 255***	***23 591 938***	***2 698 318***
Subventions d'investissement	2 482 310	2 621 720	- 139 410
Provisions réglementées	946 370	946 370	-
TOTAL (I)	**29 718 936**	**27 160 028**	**2 558 907**
FONDS REPORTES ET DEDIES			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	4 243 338	5 246 048	- 1 002 710
TOTAL (II)	**4 243 338**	**5 246 048**	**- 1 002 710**
PROVISIONS			
Provisions pour risques	986 503	88 017	898 486
Provisions pour charges	3 863 862	3 638 494	225 368
TOTAL (III)	**4 850 365**	**3 726 511**	**1 123 854**
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	15 600 328	15 067 139	533 189
Emprunts et dettes financières diverses	2 303 731	2 336 361	- 32 630
Instruments financiers à terme			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 025 920	3 697 037	328 883
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	6 965 361	7 844 719	- 879 358
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	53 008	86 225	- 33 216
Autres dettes	160 231	204 215	- 43 984
Produits constatés d'avance	348 422	299 425	48 996
TOTAL (IV)	**29 457 002**	**29 535 122**	**- 78 119**
Ecarts de conversion passif et différences d'évaluation Passif (V)	-	-	
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	68 269 641	65 667 709	2 601 932

Adapei 79

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2025	Exercice 2024	variation
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	42 570	43 050	- 480
Ventes de biens et de services	**14 839 845**	**13 964 122**	**875 723**
Ventes de biens	10 004 101	9 615 960	388 141
dont ventes de dons en nature			
dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales			-
Ventes de prestations de services	4 835 744	4 348 162	487 582
dont parrainages			
dont ventes de prestations de services relatives aux activités SMS	*1 286 499*	*1 256 606*	*29 893*
Produits de tiers financeurs	**73 879 574**	**68 286 967**	**5 592 608**
Concours publics et subventions d'exploitation	73 879 574	68 286 967	5 592 608
dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales	*69 426 819*	*63 955 011*	*5 471 809*
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible			
Ressources liées à la générosité du public	**43 835**	-	**43 835**
Dons manuels	43 835	-	43 835
Mécénats			
Legs, donations et assurances-vie	-	-	-
Contributions financières	-	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	**680 766**	**1 814 132**	**- 1 133 366**
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	**31 164**		**31 164**
Utilisations des fonds dédiés	**1 658 647**	**1 843 698**	**- 185 051**
Autres produits	**11 776 305**	**10 637 928**	**1 138 377**
TOTAL (I)	**102 952 706**	**96 589 897**	**6 362 809**
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises, matières premières et autres approvisionnements	**4 791 234**	**4 417 719**	**373 515**
Variation de stocks	**- 36 861**	**97 152**	**- 134 013**
Autres achats et charges externes	**21 657 083**	**20 309 099**	**1 347 984**
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	**3 792 736**	**4 071 761**	**- 279 026**
Salaires	**47 205 122**	**48 056 497**	**- 851 375**
Cotisations sociales	**15 715 448**	**16 098 846**	**- 383 397**
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	**4 277 052**	**3 658 044**	**619 008**
Dotations aux provisions	**1 308 554**	**494 465**	**814 089**
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	**12 685**		**12 685**
Reports en fonds dédiés	**629 215**	**1 484 353**	**- 855 138**
Autres charges	**564 639**	**215 248**	**349 391**
TOTAL (II)	**99 916 906**	**98 903 183**	**1 013 723**
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**3 035 801**	**- 2 313 286**	**5 349 087**

PRODUITS FINANCIERS			
Produits de participations	1 615	8 117	- 6 502
Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	6 748	-	6 748
Autres intérêts et produits assimilés	26 477	72 669	- 46 192
Reprises sur dépréciations et provisions			
Différences positives de change			
Produits des immobilisations financières cédées			
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie			
Total III	**34 841**	**80 787**	**- 45 946**
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées	340 654	372 460	- 31 806
Différences négatives de change			
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées			
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie			
Total IV	**340 654**	**372 460**	**- 31 806**
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	**- 305 813**	**- 291 673**	**- 14 140**
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	**2 729 988**	**- 2 604 959**	**5 334 947**
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	**-**	**474 549**	**- 474 549**
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	**24 060**	**60 302**	**- 36 242**
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**- 24 060**	**414 247**	**- 438 307**
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)	7 610	24 105	- 16 495
Total des produits (I+III+V)	**102 987 547**	**97 145 233**	**5 842 315**
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	**100 289 230**	**99 360 050**	**929 179**
EXCEDENT OU DEFICIT	**2 698 318**	**- 2 214 817**	**4 913 135**
Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	*1 850 244*	*- 3 597 572*	*5 447 815*
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	-	-	
Dons en nature	-	-	
Prestations en nature	-	-	
Bénévolat	-	-	
TOTAL	-	-	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature	-	-	
Mises à disposition gratuite de biens	-	-	
Prestations en nature	-	-	
Personnel bénévole	-	-	
TOTAL	-	-	

Présentation de l'Adapei 79

N° FINESS **Code NAF**	N° FINESS juridique : 79 000 92 94 N° SIREN : 781 456 785 N° SIRET : 781 456 785 00265 Code NAF : 8899 B
Date de création	Association fondée en 1962 à l'initiative d'un groupe de parents. Déclaration publiée au J.O. du 9 mars 1962, sous le numéro N° 2193.
Missions de l'association (Statuts)	L'Adapei 79 assure une mission d'intérêt général et d'utilité sociale autour de deux compétences o Représenter les personnes handicapées et leur famille en participant aux instances de décision qui les concernent et en leur apportant conseils et informations utiles ; o Proposer des solutions d'accompagnement aux personnes en situation de handicap.

Un mouvement départemental uni qui a su innover et susciter un fort développement des institutions de prise en charge :

L'appel lancé en 1961 par Monsieur GEAIRON, père d'un jeune handicapé, aboutit à la création des Papillons Blancs en février 1962 ; Son action militante en faveur de la reconnaissance des droits des personnes handicapées mentales puis à leur prise en charge s'est développée rapidement à l'échelle du département, l'unité voulue par les premiers initiateurs du mouvement parental n'ayant jamais été rompue depuis lors dans le département.

L'association crée ses premiers services en faveur des enfants et des jeunes en 1963 : il s'agit de 3 haltes garderie, soutenues au titre des transports par le conseil général en 1965. Un premier IMP est créé à Niort en 1967. Dès 1970, son action en faveur d'une prise en compte des adultes se développe et aboutit en 1972 à la création d'un premier établissement d'aide par le travail. La loi d'orientation de 1975 en favorise le développement.

Le siège associatif a été créé par l'Adapei 79, dès la fin des années 60, en réunissant les professionnels nécessaires à la constitution des services supports aux établissements.

Au début de l'année 1983, l'ADAPEI compte 500 adhérents, 400 salariés et accueille 700 personnes handicapées.

La décentralisation des années 80 et l'attribution aux conseils généraux de compétences en matière d'hébergement des personnes handicapées favorisent le développement des réponses pour les plus handicapés. Aux premières maisons d'accueil spécialisées succèdent les premiers foyers de vie.

Avec les années 90, l'association diversifie ses réponses et prend en compte les attentes de personnes polyhandicapées ou atteintes d'autisme puis prend conscience du développement de l'espérance de

vie des personnes accueillies et apportent une première série de réponses innovantes à ces nouveaux besoins. Cette diversification, la recherche de l'individualisation des parcours et de l'intégration des personnes accélèrent encore la professionnalisation des interventions.

En 2000 le nombre d'adhérents s'élève à 615, l'association prend en charge 1500 personnes et salarie 1000 professionnels.

Depuis 2005 le ralentissement des créations de place s'amorce mais 2010 marque pour la première fois une stabilisation des effectifs professionnels.

Une nouvelle étape s'ouvre, différente des précédentes....

Conscient des défis nouveaux qui se présentent mais aussi des fondamentaux à conserver pour la cause de l'intégration des personnes en situation de handicap, le projet associatif renouvelé en 2010, fixe des objectifs ambitieux pour dynamiser le mouvement associatif, pour améliorer la qualité des interventions des professionnels et répondre au défi du vieillissement des personnes accueillies.

En plus de 50 ans, l'Adapei 79 est devenue la principale association des Deux-Sèvres et elle a élaboré, avec le soutien des pouvoirs publics et de l'assurance maladie, une offre diversifiée d'établissements et de services qui favorisent l'insertion scolaire, sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap du département.

La fiche d'identité de l'association ... Aujourd'hui

Association relevant de la loi du 1er juillet 1901, l'Adapei 79 est affiliée à l'Unapei (Union nationale des associations de parents de personnes handicapées mentales et de leurs amis), union reconnue d'utilité publique. S'inscrivant dans les orientations de ce mouvement national, les actions de l'Adapei 79 visent à changer le regard de la société sur le handicap, à défendre les intérêts et droits des familles et des personnes en situation de handicap.

Elles s'articulent autour de 5 valeurs fondamentales :

- La dignité
- La citoyenneté
- La non-discrimination
- La solidarité
- Le droit à la compensation des conséquences du handicap

L'association en chiffres :

- 472 adhérents
- Environ 2 000 personnes (enfants et adultes) en situation de handicap accompagnées sur le territoire des Deux-Sèvres :
    - Déficience intellectuelle,
    - Poly ou pluri handicap,
    - Trouble Neuro Développementaux (dont troubles du spectre de l'Autisme),
    - Souffrance psychique

- **1404 salariés**
- Près de **103 millions d'euros** de produits

Quatre pôles d'activités :

Organisée en 4 pôles d'activités, l'association gère 44 établissements et services médico-sociaux (certaines autorisations ont été regroupées dans le cadre du CPOM) avec l'appui de 1404 professionnels.

Ces établissements et services sont répartis et accessibles sur l'ensemble du territoire départemental (près de 90 adresses postales différentes) :

Pôle Enfance :

- 5 Services d'Éducation Spécialisée et de Soins A Domicile (SESSAD)
- 5 Instituts Médico Éducatifs (IME), comprenant un hébergement pour adolescent autiste (HAA)
- 1 Centre d'Education et de Soins pour Enfants Polyhandicapés (CESEP)

Pôle Habitat & Vie Sociale :

- 1 Foyer d'hébergement réparti sur 5 sites
- 1 Foyer de vie, dont 2 maisons d'accueil pour personnes handicapées âgées (MAPHA), réparti sur 8 sites
- 2 Foyers d'Accueil Médicalisé (FAM)
- 1 Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adulte Handicapé (SAMSAH)
- 1 Service Départemental d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) réparti sur 6 sites

Pôle Accueil Spécialisé :

- 3 Maisons d'Accueil Spécialisée (MAS) dont la MPA (maison pour l'autisme) et « Les Maisons de Canopée »
- 2 Foyers d'Accueil Médicalisé (FAM)

Pôle Travail :

- 1 Établissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT), dont 1 Franchise MESSIDOR, réparti sur 6 sites principaux.
- Regroupement des autorisations depuis 2020

L'association gère également :

- 1 Entreprise Adaptée départementale
- CAP Emploi 79 (700 personnes suivies)
- Le pôle de compétences et de prestations externalisées (PCPE) – Autisme
- CEISP
- Des habitats regroupés et inclusifs

L'association parraine notamment :

- Les groupes d'entraide mutuelle (GEM) de Thouars et de Bressuire
- AFASS NA
- Membre fondateur du GCSMS « Synergie pour l'accueil spécialisé en Deux-Sèvres » avec la MAS du Fief Joly
- Membre fondateur du GCSMS « Confluence » avec l'Adapei 86 et l'Unapei 17

Contrats Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM)

L'Adapei 79 poursuit le CPOM (en attente avenant ou d'un nouveau CPOM) avec l'Agence Régionale de Santé

Les orientations stratégiques

Le projet associatif de l'Adapei 79 a été validé lors de l'Assemblée Générale du 7 juin 2024. Il comporte 8 engagements majeurs :

1. Évoluer vers une société inclusive.
2. Promouvoir et respecter la dignité de la personne.
3. Soutenir et promouvoir l'autodétermination.
4. Préserver et permettre l'épanouissement de la vie intime, affective et sexuelle.
5. Renforcer le lien associatif avec les familles, les accompagnants, les professionnels.
6. Sécuriser les parcours tout au long de la vie.
7. Prendre en compte le vieillissement des personnes.
8. Porter un plaidoyer actif auprès des pouvoirs publics.

La déclinaison opérationnelle des orientations stratégiques de l'Adapei 79 décline les moyens de son action tout en affirmant le but de l'association, d'accueillir et d'accompagner les personnes en situation de handicap mental et s'articulant autour des valeurs précédemment citées.

Les moyens mis en œuvre s'articule principalement autour des professionnels présents au sein des établissements, services sociaux et médicaux sociaux mais également support à l'accompagnement. L'Association peut ainsi proposer un accompagnement individualisé, de qualité (certification ISO 9001) répondant aux parcours de vie des enfants et adultes de l'association.

Les lieux d'accompagnement évoluent depuis quelques années. De nombreuses rénovations et relocalisations de sites plus inclusifs sont envisagées. L'actif immobilisé net de l'Association est principalement composé (74 %) des constructions effectives pour toutes les modalités d'accompagnement : Etablissements d'accueil médicalisé et non médicalisé, établissements et services d'aide par le travail.

Adapei79

Annexe des comptes annuels

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2025 dont le total est de 68 269 641 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 2 698 318 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 21/05/2026 par les administrateurs de l'Adapei 79.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases suivantes :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices comptables

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation en vigueur résultant du :

- Règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- Règlement de l'ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et suivants.
- Règlement de l'ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et suivants.
- L'arrêté du 27 décembre 2024 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.
- Et les circulaires de la DGCS.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Informations générales complémentaires

L'association gère des établissements dont la gestion est contrôlée ou dont la gestion est libre, un siège (service commun) une activité propre. Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'association sont éliminées. Il s'agit des créances et des dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison et des prestations facturées entre établissements.

Les comptes de résultat des établissements ou services sont soumis aux autorités de contrôle, qui peut décider un rejet de charge dans l'exécution du budget alloué et réformer le résultat présenté. Pour les établissements en procédure contradictoire, dans l'attente de leurs décisions, les résultats des années antérieures sont enregistrés dans les comptes de report à nouveau n°115. Pour les établissements sous CPOM, le principe de libre affectation s'applique selon les articles du CASF ou contractuelles du CPOM, l'Assemblée Générale affecte le résultat proposé par le Conseil d'Administration.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue par l'Adapei 79 respectant l'instruction comptable M22 applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux.

- Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- Installations techniques : 5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels : 5 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 à 15 ans

- Matériel de transport : 5 à 7 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les constructions ont fait l'objet d'un amortissement par composants conformément aux règlements n°2002-10 et n°2004-06 du CRC.

La durée d'amortissement des biens décomposables est la suivante :

- Groupe 1 : terrassements, voieries et réseaux divers, gros œuvre, charpentes, honoraires,
- Groupe 2 : façades, étanchéités, couvertures, menuiseries extérieures, parking, clôtures,
- Groupe 3 : chauffage, climatisation, VMC, électricité, plomberie, sanitaires, revêtements scellés, agencements intérieurs, alarmes, ascenseurs,
- Groupe 4 : peintures, papiers peints, revêtements muraux, sol souples, stores, espaces verts.

NEUF		Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
Hébergement / Bureau		40	25	15	8
Atelier		20	15	10	5
OCCASION		**Groupe 1**	**Groupe 2**	**Groupe 3**	**Groupe 4**
Hébergement / Bureau	< 10 ans	30	15	10	5
	[10,25] ans	20	15	8	5
	[26,40] ans	15	10	5	3
	> 40 ans	5	3	3	2
Atelier	< 10 ans	15	10	6	3
	[10,25] ans	12	8	5	3
	[26,40] ans	7	5	3	2
	> 40 ans	0	0	0	0

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placements

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée, du montant de la différence.

Stock & en cours

Les stocks et en-cours ont été relevés et chiffrés par l'Adapei 79 au 31 décembre. Les matières et fournitures ont été évaluées au dernier prix d'achat connu. Les produits et en-cours de production ont été évalués à leur coût de production. Ces éléments ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Disponibilités & placements de trésorerie

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Ils sont valorisés à la valeur historique et font l'objet d'une dépréciation si leur valeur liquidative au 31 décembre est inférieure.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont des provisions qui ne correspondent pas à l'objet normal d'une provision. Elles sont comptabilisées en application de dispositions légales ou réglementaires. Par exemple, les réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du CASF).

Adapei79

Provision pour engagements de retraite

Les provisions constituées pour les engagements de retraite des salariés, sont calculées dans le cadre des départs, en application de la méthode rétrospective des unités de crédits projetées (PBO). L'évaluation des indemnités de fin de carrière a été calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la recommandation du Conseil National de la Comptabilité.

La méthode retenue dans le cadre de cette évaluation est la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme). Cette méthode est définie par la norme comptable IAS 19 révisée (norme européenne) et par la norme FAS87 (norme US GAAP). Elle est conforme à la recommandation 2003 R- 01 du CNC.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de dette actuarielle. Cette méthode consiste à :

- Evaluer les flux futurs probables en se basant sur les hypothèses d'évolution des rémunérations, les droits exigibles au moment du départ à la retraite et les probabilités de présence dans l'entreprise;
- Actualiser ces flux à la date d'évaluation afin d'obtenir la valeur actuelle probable des flux futurs (VAP).
- Proratiser la valeur actuelle probable des flux futurs afin d'obtenir la dette actuarielle (Valeur actualisée de l'obligation). Le calcul est effectué salarié par salarié. L'engagement total de l'entreprise correspond à la somme des engagements individuels.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation de la provision pour engagements de retraite sont les suivantes (sauf pour les travailleurs de l'Entreprise Adaptée):

- Revalorisation des salaires: 1.5 %
- Table de mortalité utilisée : INSEE 2024
- Mobilité des actifs:
  - NON CADRE : Turn-over faible
  - CADRE : Turn-over faible
- Taux de charges sociales :
  - NON CADRE : 39.96%
  - CADRE : 58.42%
- Age de départ en retraite à l'initiative du salarié pour 100 %
  - 60-64 ans pour les non cadres
  - 65-67 ans pour les cadres
- Taux d'actualisation : 3.60 %
- Indemnité de départ prévue par la Convention Collective du 15 mars 1966
- Méthode de calcul : Méthode rétrospective des unités de crédits projetées (PBO) avec étalement des droits selon la méthode 2021 prônée par l'IFRIC.

Pour les travailleurs de l'Entreprise Adaptée, mêmes hypothèses sauf :

- Âge de départ en retraite à l'initiative du salarié pour 100 %
- Revalorisation des salaires : 1.50%
- Taux de charges sociales : 24.55 %
- Indemnité de départ prévue sur la base du droit social

Fonds dédiés

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Au compte de résultat sont enregistrés :

- en charges dans le poste « reports en fonds dédiés »,
- en produits dans le poste « utilisation des fonds dédiés », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagées.

En cas d'utilisation des fonds dédiés pour l'acquisition ou la production d'immobilisations amortissables : choix de rapporter en produits le montant de l'acquisition ou le coût de production sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations (si tel est le cas).

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont créditées par le débit d'un compte de tiers ou d'un compte financier (Art. 941-13 du PCG).

La reprise de subvention d'investissement qui finance une immobilisation amortissable s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise ou créée au moyen de la subvention.

Congés payés

La provision pour congés à payer due au 31 décembre a été calculée sur la base des jours de congés restant à prendre, individuellement, à la date de clôture de l'exercice, pour le personnel encadrant, les salariés de l'Entreprise Adaptée et les travailleurs de l'Entreprise Adaptée.

La valorisation est effectuée selon le dernier salaire connu augmenté des charges sociales et fiscales afférentes.

Dettes provisionnées pour congés à payer

Les dettes provisionnées pour congés à payer, et les charges sociales et fiscales y afférentes sont comprises dans les autres dettes.

En application de l'avis du CNC n° 2007-05 du 4 mai 2007, la quote-part de la dette provisionnée pour congés à payer non financée, était affectée au compte 116200. La variation de la dette a été comptabilisée au compte de résultat aux comptes 641200, 641203, 645800 et 645803, pour un montant de 119 055 €, et fera l'objet d'une affectation après clôture de l'exercice du compte 115922 "Dépense pour congés payés". En effet, au 1er janvier 2020, les comptes 116 (dont 116200) ont fait l'objet d'un reclassement dans les comptes 11592 (dont 115922 pour les dépenses de congés payés) dans la gestion conventionnée avec la réforme comptable.

Produits & charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels ne comportent plus que des éléments en lien avec des faits majeurs et inhabituels (hors provisions règlementées). En effet, la définition du résultat exceptionnel est devenue plus limitative en 2025 avec l'ANC n°2022-06 (modernisation des états financiers).

Contributions en nature / Dons en nature / Mises à disposition de biens à titre gratuit

La mise en œuvre pour 2025 de l'information des contributions en nature, des dons en nature et des mises à disposition de biens à titre n'a pas pu être déployée sur l'exercice. L'Association n'a pas été en mesure de réaliser le chiffrage en fin d'exercice.

Changement d'estimation comptable

Aucun changement d'estimation comptable n'a eu lieu sur l'exercice.

Changement de méthode comptable

A partir du 1er janvier 2025, l'association applique les nouvelles dispositions des règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers.

Ces règlements modifient la présentation des comptes annuels, notamment la suppression des transferts de charges et la nouvelle définition du résultat exceptionnel.

Les principales variations liées à ce changement de présentation, et qui peuvent parfois n'être visibles à la lecture des états financiers, concernent :

- La redéfinition du résultat exceptionnel entraîne différents reclassements en résultat d'exploitation notamment :
  - Dotation complémentaire reprise de déficits 2024 (1 653 K€) et abandon des créances CD 21-22 (545 K€).
  - Hausse des autres produits (hors assurance) pour 883 K€ (remboursements litige mutuelle) et d'autres charges (rejet TVA année antérieure).

- Les reclassements des remboursements d'assurances en compte 7587 pour 104 K€.

- Les reclassements des 675 /775 en comptes 652/757 pour -13 K€ et 31 K€.

- La quote-part de subvention d'investissement ramenée au compte de résultat, constatée jusqu'au 31/12/2024 en produits exceptionnels, est désormais constatée en autres produits d'exploitation pour 218 K€.

- Les reclassements des produits annexes 708 pour 592 K€.

- Les reclassements en moins des charges du personnel pour 155 K€ (Avantages en nature, remboursements prévoyance, etc.),

- Et enfin, les différents reclassements comptables ou changements de libellés en lien avec la mise à jour de la nomenclature des comptes, sans impact sur les principales rubriques (sous-totaux ou totaux).

Evènements post-clôture

Néant

Apport en nature

Néant

Etat séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger

L'association a disposé notamment d'un mécénat de compétence pour 141 K€ sur l'exercice. Avec les autres ressources collectées et ce mécénat, elle entre ainsi dans le champ d'application de l'EAR (Etat

séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger). Toutefois, l'association n'a perçu aucun avantage ou ressources provenant directement ou indirectement de l'étranger.

Autres faits marquants de l'année 2025

Comme nous nous y étions engagés lors de l'Assemblée générale de 2024, nous avons consacré l'essentiel de nos efforts en 2025 à l'objectif de redressement des comptes. Outre des recherches d'efficience à tous les niveaux de l'organisation, nous avons pu approfondir les discussions tant avec l'ARS qu'avec le Conseil départemental.

Avec le Conseil départemental, nous avons pu conclure, à la fin du mois de décembre 2025, un Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM), assorti d'un Contrat de retour à l'équilibre financier (CREF) et d'une convention de reprise des déficits. Le CREF prévoit un retour à l'équilibre financier en 2030. De ce fait, l'Adapei 79 a renoncé au contentieux entamé en début d'année 2025.

Avec l'Agence régionale de santé, les discussions ont permis d'objectiver les difficultés structurelles de financement des établissements et services de l'association. Si nous n'avons pas pu contractualiser en 2025 avec l'ARS, nous avons cependant reçu des crédits non reconductibles en fin d'année, obtenu l'assurance du financement d'une place de MAS supplémentaire (93 000 euros) et bénéficié d'une avance de trésorerie de 4 millions d'euros de l'assurance maladie (avance remboursée dans l'année).

Notes sur le bilan

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Tableau des immobilisations	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'étab. Et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	473 122	30 420	5 081	498 461
Immobilisations incorporelles en cours		55 384		55 384
TOTAL Immobilisation Incorporelles	**473 122**	**85 804**	**5 081**	**553 845**
Terrains	1 311 730	11 654		1 323 384
Constructions sur sol propre	63 683 881	460 915	297 249	63 847 547
Constructions sur sol d'autrui	9 126 312	254 586	97 125	9 283 773
Installations tech. Matériel & outillage	15 798 753	671 164	1 087 155	15 382 761
Autres immobilisations corporelles	6 754 768	305 524	515 311	6 544 981
Immobilisations corporelles en cours	298 426	1 090 095	487 161	901 361
Avances et acomptes				
TOTAL Immobilisations Corporelles	**96 973 870**	**2 793 938**	**2 484 002**	**97 283 806**
Participations	568 710	392		569 101
Autres titres immobilisés	330 332		1 261	329 072
Prêts et autres immobilisations financières	2 620 954	167 171	1 830	2 786 295
Dépôts et cautionnements	96 254	30 982	34 913	92 323
TOTAL Immobilisations Financières	**3 616 251**	**198 544**	**38 004**	**3 776 791**
TOTAL GENERAL	**101 063 243**	**3 078 286**	**2 527 086**	**101 614 443**

Amortissements des immobilisations	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'étab. Et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	456 658	22 907	5 081	474 485
TOTAL Immobilisations Incorporelles	**456 658**	**22 907**	**5 081**	**474 485**
Terrains	262 240	2 209		264 449
Constructions sur sol propre	40 953 546	1 767 600	749 932	41 971 214
Constructions sur sol d'autrui	2 787 256	640 207	97 125	3 330 338
Installations tech. Matériel & outillage	12 047 673	1 163 119	1 078 978	12 131 813
Autres immobilisations corporelles	5 792 952	313 907	515 126	5 591 733
TOTAL Immobilisations Corporelles	**61 843 667**	**3 887 042**	**2 441 161**	**63 289 548**
TOTAL GENERAL	**62 300 325**	**3 909 949**	**2 446 242**	**63 764 032**

Stocks et en cours

STOCKS ET EN COURS	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
Stocks revendus en l'état				
Marchandises				
Approvisionnement				
Stocks approvisionnement				
Matières premières	822 109	825 483		-3 374
Autres approvisionnements	308 940	268 704	40 235	
TOTAL 1	**1 131 048**	**1 094 187**	**40 235**	**-3 374**
Production				
Produits intermédiaires	863 927	879 122		-15 195
Produits finis	714 186	580 843	133 343	
Produits résiduels				
TOTAL 2	**1 578 113**	**1 459 965**	**133 343**	**-15 195**
Production en cours				
Produits	71 470	123 498		-52 027
Travaux - études				
Prestations de services				
TOTAL 3	**71 470**	**123 498**	**0**	**-52 027**
PRODUCTION STOCKEE (2+3)			**133 343**	**-67 222**

Actif circulant

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	2 786 295		2 786 295
Autres immobilisations financières	421 395		421 395
TOTAL de l'actif immobilisé	**3 207 690**	**0**	**3 207 690**
Clients douteux ou litigieux	53 740		53 740
Autres créances clients	9 177 392	9 177 392	
Créances glissantes des ESAT	460 309		460 309
Personnel et comptes rattachés	112 248	112 248	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Avances et acomptes versés sur commandes	4 580	4 580	
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	584 914	584 914	
Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat - Divers	253 211	253 211	
Résidents, frais d'hébergement avancés	709 694	709 694	
Débiteurs divers	9 298 252	9 298 252	
TOTAL de l'actif circulant	**20 654 340**	**20 140 291**	**514 049**
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	**229 388**	**229 388**	
TOTAL GENERAL	**24 091 418**	**20 369 679**	**3 721 739**

PRODUITS A RECEVOIR	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
TOTAL Immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	54 189
Personnel	14 104
Organismes sociaux	
Etat	323 597
Divers, produits à recevoir	2 214 211
Autres créances	230 322
TOTAL Immobilisations Corporelles	**2 836 423**
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	**4 029**
TOTAL	**2 840 452**

Dépréciation des actifs

Amortissements des immobilisations	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours	0	131 466		131 466
Provisions sur comptes clients	924 038	235 636	15 001	1 144 673
Autres provisions pour dépréciation	0			0
TOTAL GENERAL	**924 038**	**367 102**	**15 001**	**1 276 139**
Décomposition par nature :				
Exploitation	924 038	367 102	15 001	1 276 139
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Variation des fonds propres	Au début d'exercice	Affectation du résultat comptable	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	857 187				857 187
Fonds propres avec droit de reprise	7 623				7 623
Ecarts de réévaluation					
Réserves	15 629 048				15 629 048
Dont réserves des activités SMS sous gestion contrôlée	13 425 443				13 425 443
Report à nouveau	9 312 897	-2 214 817			7 098 080
Dont report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée	-6 511 833	-3 597 572			-10 109 405
Excédent ou déficit de l'exercice	**-2 214 817**	**2 214 817**	**2 698 318**		**2 698 318**
Dont résultat des activités SMS sous gestion contrôlée	-3 597 572	3 597 572	1 850 244		1 850 244
Situation nette	**23 591 938**	**0**	**2 698 318**	**0**	**26 290 255**
Subventions d'investissement	2 621 720		-139 410	0	2 482 310
Provisions règlementées	946 370				946 370
TOTAL	27 160 028	0	2 558 908	0	29 718 936

Subventions d'investissement

Subventions d'investissement		Montant début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant fin d'exercice
13	Affectées à des biens non renouvelables	*4 564 788*	*78 645*	*160 586*	*4 482 847*
102	Affectées à des biens renouvelables				
TOTAL		**4 564 788**	**78 645**	**160 586**	**4 482 847**
13	Affectées à des biens non renouvelables	*1 943 068*	*218 055*	*160 586*	*2 000 537*
102	Affectées à des biens renouvelables				
TOTAL		**1 943 068**	**218 055**	**160 586**	**2 000 537**
TOTAL		**2 621 720**	**- 139 410**	**- 0**	**2 482 310**

Provisions réglementées

Provisions règlementées		Montant en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant fin d'exercice
14	compte	946 370	0	0	946 370
TOTAL		946 370	0	0	946 370

Fonds dédiés

FONDS DEDIES	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation en cours d'exercice		Transfert	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursement		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention d'exploitation comptes 194	**8 997**	**23 300**	**6 833**	**0**	**0**	**25 464**	
FONDS DEDIES SUR SUBV DE FONCTIONNEMENT	3 575	3 000	682			5 893	
FONDS DEDIES CHAR PENTECOTE 2025	2 200	3 300	2 929			2 571	
FONDS DEDIES CULTURE ET SANTE		7 000				7 000	
FONDS DEDIES JARDIN PARTAGE		10 000				10 000	
FONDS DEIDES FORMATION	3 222		3 222			0	
Contributions financières d'autres organismes compte 195	**0**	**600**	**0**	**0**	**0**	**600**	
FONDS DEDIES DONS		600				600	
Contribution financières des autorités de tarification compte 192	**4 947 425**	**630 215**	**1 649 592**	**0**	**0**	**3 928 048**	
FONDS DEDIES A L'INVESTISSEMENT	2 243 607		250 289		92 695	2 086 013	
FONDS DEDIES BONIFICATION 2020 M2EV	60 522					60 522	*
FONDS DEDIES CNR ARS EXPERIMENTAT REGIONAL	26 926		3 091		-6 656	17 179	
FONDS DEDIES RENFORCEMENT PLAN AUTISME	9 935		1 130			8 805	
FONDS DEDIES SITUATIONS CRITIQUES	886 438	359 361	853 954			391 845	
FONDS DEDIES CNR QVT	343 719		134 765			208 955	
FONDS DEDIES SNR EQUIPEMENT NUMERIQUE	6 360				-3 316	3 044	
FONDS DEDIES PERSONNEL NON PERENNE	20 000					20 000	*
FONDS DEDIES CNR FORMATIONS	455 633	88 335	119 469		-3 382	421 117	
FONDS DEDIES GRATIFICATION STAGIAIRES	26 679	5 413	8 466			23 626	
FONDS DEDIES PREVENTION BELGIQUE	87 130		25 901		-18 083	43 145	
FONDS DEDIES CNR ECOLE INCLUSIVE	12 904					12 904	
FONDS DEDIES POLYHANDICAP	76 778		5 510			71 268	
DEFI PERFORMANCE AUTISME	21 766				-9 731	12 035	
FONDS DEDIES MESSIDOR	52 693		3 457			49 236	
FONDS DEDIES TRANSPORT	624		624			0	
FONDS DEDIES DEFI QUALITE HANDICAP PSYCHIQUE	135 977		4 446			131 531	
FONDS DEDIES QUALITE SOINS ET RESPECT DES DROITS	267 731	21 000	38 404		-4 471	245 856	
FONDS DEDIES PS IME	0	58 521	58 521			0	
FONDS DEDIES EQUIPEMENT ET PETIT MATERIEL	11 004		5		-4 690	6 309	
FONDS DEDIES EMAS	15 000	48 919	63 919			0	
FONDS DEDIES PROJET PLATEFORME POLE ENFANCE	50 000		50 000			0	

FONDS DEDIES SOUTIEN AUX AIDANTS	20 000		6 325			13 675	
FONDS DEDIES ACTIVITES PHYSIQUES ADAPTEES	100 000	7 000			-42 366	64 634	
FONDS DEDIES SPECIALISATION DES INTERVENTIONS	4 000		4 000			0	
FONDS DEDIES TRANSFORMATION DE L'OFFRE	12 000		12 000			0	
FONDS DEDIES CEISP	0	41 666	5 316			36 350	
Ressources liées à la générosité du public	**289 626**	**1 822**	**2 222**	**0**	**0**	**289 226**	
LEG CNP ASSURANCE MAS CHAURAY	289 626	1 822	2 222			289 226	*
TOTAL	5 246 048	655 937	1 658 647	0	0	4 243 338	

Provisions pour risques & charges

	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Provisions pour litiges				
Prov. pour garant données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.	3 638 494	410 067	184 700	3 863 862
Provisions pour impôts				
Prov. pour gros entretien				
Provisions pour charges sociales/fiscales				
Autres provisions pour risques et charges	88 017	898 486	0	986 503
TOTAL GENERAL	**3 726 511**	**1 308 554**	**184 700**	**4 850 365**

Décomposition par nature :				
Exploitation	3 726 511	1 308 554	184 700	4 850 365
Financières				
Exceptionnelles				

Charges & produits constatés d'avance

MONTANT DES CHARGES A PAYER DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	229 338	348 422
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	229 338	348 422

Dettes

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine	33 298	33 298		
- à plus d'1 an à l'origine	15 600 328	2 010 187	5 006 128	8 584 013
Emprunts et dettes financières divers	2 303 731	4 888	18 017	2 280 826
Fournisseurs et comptes rattachés	4 025 920	4 025 920		
Personnel et comptes rattachés	2 846 942	2 846 942		
Sécurité sociales et organismes	2 077 365	2 077 365		
Impôts sur les bénéfices	38 612	38 612		
Taxe sur la valeur ajoutée	6 655	6 655		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 995 787	1 995 787		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	53 008	53 008		
Groupe et associés	16 961	16 961		
Autres dettes	143 271	143 271		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	348 422	348 422		
TOTAL GENERAL	**29 490 300**	**13 601 316**	**5 024 145**	**10 864 839**

MONTANT DES CHARGES A PAYER DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	33 298
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 053 144
Dettes fiscales et sociales	3 497 359
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	26 541
Disponibilités, charges à payer	0
Autres dettes	114 540
TOTAL	**4 724 883**

Notes sur le compte de résultat

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Concours publics et les subventions

	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Concours publics	**71 719 805**	**66 189 613**	**5 530 192**
Agence Régionale de Santé	43 568 207	42 151 016	1 417 191
Conseils départementaux	25 628 962	21 486 774	4 142 188
Conseil départemental (Amendement Creton)	229 650	331 464	-101 814
Aide aux postes Entreprise Adaptée	2 292 985	2 220 359	72 627
Subvention	**2 159 770**	**2 111 597**	**48 173**
Etat	189 749	349 904	- 160 155
Agefiph	1 573 358	1 418 819	154 539
Autres	178 608	342 874	- 164 266
Reprises subventions d'investissements	218 055		218 055
Subvention d'exploitation			
Région		112 224	- 112 224
DRFIP	62 361		62 361
Autres	16 284	124 263	- 107 980

Etat des fonds reportés, produits legs/donation/assurance vie

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A La clôture
Biens Reportés				

	Montants
Produits	**0**
Montants perçu au titre de l'assurance-vie	
Montant de la rubrique de produits Legs ou donations définie à l'article 213-9	
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds dédiés reportés liés aux legs et donations	

	Montants
Charges	**0**
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actif reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
Solde	**0**

Notes sur le compte de résultat

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Résultat exceptionnel

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Montant
Autres produits exceptionnels	
Reprises sur provisions réglementées	
TOTAL	**0**

CHARGES EXCEPTIONNELLES	Montant
Autres charges exceptionnelles	24 060
Dotations aux provisions réglementées	
TOTAL	**24 060**

Notes sur le compte de résultat

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Résultat comptable de l'exercice

RESULTATS 2025	DEFICIT	EXCEDENT
- SIEGE Niort - Siège		294 885,83
- HABITAT REGROUPE BRESSUIRE	12 687,15	
- Vies Associatives		4 661,43
- CAP'EMPLOI dont Mission ALTHER		58 824,24
- ESAT Adapei 79 (BAPC)		614 881,60
- Entreprise Adaptée	112 491,96	
RESULTAT DE L'EXERCICE - GESTION PROPRE	**277 129,53**	**1 125 203,52**
- ESAT Adapei 79 (BPAS)	327 104,29	
- IME MELLE + CLASSE AUTISTE	21 073,09	
- IME MELLE - SESSAD		152 959,96
- IME PARTHENAY - IME	66 277,27	
- IME PARTHENAY - SESSAD		73 493,24
- CESEP POMPAIRE - CENTRE POLYHANDICAP ENFANTS	75 229,04	
- IME BRESSUIRE - IME	8 335,81	
- IME BRESSUIRE - SESSAD	95 572,94	
- IME THOUARS - IME	252 326,29	
- IME THOUARS - SESSAD	8 515,04	
- IME NIORT - IME		539 294,07
- IME NIORT - SESSAD		232 015,63
- MAS LA PEYRATTE/ CHAURAY - Maison d'Accueil Spécialisé	41 582,07	
- MAS LA PEYRATTE/ CHAURAY - FORFAIT SOINS		175 896,50
- MAS LA PEYRATTE/CHAURAY - Foyer d'Accueil Médicalisé - FAM	504 983,61	
- MAS ST MARTIN LES MELLE - Maison d'Accueil Spécialisé		43 219,97
- MAS ST MARTIN LES MELLE - FORFAIT SOINS		83 388,59
- MAS ST MARTIN LES MELLE - Foyer d'Accueil Médicalisé - FAM	72 216,90	

- MAS POMPAIRE - (CANOPEE) - Maison d'Accueil Spécialisé	273 667,65	
- MAPHA COULONGES SUR L'AUTIZE		113 368,14
- MAPHA COULONGES SUR L'AUTIZE - FORFAIT SOINS		114 636,68
- MAPHA COULONGES SUR L'AUTIZE - FAM		71 235,39
- MAPHA NUEIL LES AUBIERS	35 071,42	
- AIFFRES - FORFAIT SOINS		72 942,26
- AIFFRES - Foyer d'Accueil Médicalisé - FAM		57 737,51
- AIFFRES - Foyer d'Hébergment		552 627,02
- AIFFRES - Foyer de Vie	22 062,94	
- LE TALLUD - Foyer d'hébergement		428 986,77
- LE TALLUD - Foyer de Vie		167 397,99
- ST PORCHAIRE - Foyer d'hébergement		82 515,95
- ST PORCHAIRE - Foyer de Vie		87 987,72
- POMPOIS - Foyer d'hébergement		161 996,93
- POMPOIS - Foyer de Vie		105 867,50
- MELLE - Foyer d'hébergement	25 250,56	
- MELLE - Foyer de Vie		119 539,21
- MONCOUTANT - Foyer de Vie		149 985,06
- Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS)	22 070,26	
- SAMSAH BRESSUIRE - FORFAIT SOINS		258 186,85
- SAMSAH BRESSUIRE - Foyer d'Accueil Médicalisé	143 696,03	
RESULTAT DE L'EXERCICE - GESTION CONVENTIONNEE	**1 995 035,21**	**3 845 278,94**
RESULTAT COMPTABLE		**2 698 317,72**

Notes sur le compte de résultat

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Résultat effectif global

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice 2025
Résultat comptable	2 698 318
Reprise du résultat antérieur	
Excédent ou déficit effectif global	**2 698 318**
Dont résultat effectif gestion propre	848 074
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	1 850 244

Résultat effectif « gestion contrôlée »

SECTIONS	RESULTAT COMPTABLE	Reprise résultat N-2	RESULTAT A AFFECTER
ESAT BPAS	-327 104		-327 104
FOYERS D'HEBERGEMENT	1 200 876		1 200 876
FOYERS DE VIE	608 715		608 715
SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT	-22 070		-22 070
SAMSAH	114 491		114 491
FOYERS D'ACCUEIL MEDICALISE	-1 364		-1 364
MAPHA	78 297		78 297
INSTITUTS MEDICO-EDUCATIF	116 053		116 053
SESSAD	354 381		354 381
MAISONS D'ACCUEIL SPECIALISE	-272 030		-272 030
TOTAL	1 850 244	0	1 850 244

Filiales et participations

Nom et forme juridique	QP détenue par l'ADAPEI 79	Capitaux propres 2025	Résultat net 2025	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres
SCI Handi Habitat	100%	- 72 734	- 39 412	1 000	1 000
SCI Handi Travail	100%	619 754	20 767	1 000	1 000
GCSMS Synergie*	50%	1 496 398	104 127	5 000	5 000
GCSMS Confluence	24%	20 900	-	5 000	5 000

Nom et forme juridique	Prêts en provenance de l'association	Avances consenties	Chiffres d'affaires	Cautions et avals donnés	Dividendes encaissés
SCI Handi Habitat		287 499	80 038	997 204	NA
SCI Handi Travail		- 16 961	140 856	2 286 592	NA
GCSMS Synergie*		2 844 344	-	-	NA
GCSMS Confluence	-	-	-	-	NA

* *données sur 2024 comptes 2025 non clos*

Adapei79

Bilan Financier

Périodes 2022 - 2025

BILAN FINANCIER

BIENS	2022	2023	2024	2025
Biens stables				
Immobilisations incorporelles brutes	442 293	474 873	473 122	498 461
Immobilisations corporelles brutes :				
Terrains	1 314 640	1 021 580	1 021 580	1 026 578
Agencements de terrains	290 150	290 150	290 150	296 806
Constructions	67 387 361	69 964 200	72 810 192	73 131 319
Installations techniques, matériel et outillage	14 153 907	14 680 578	15 798 753	15 382 762
Autres immobilisations corporelles	6 277 658	6 358 405	6 754 768	6 544 981
Immobilisations en cours	2 189 061	1 386 796	298 426	956 744
Immobilisations en cours - Part PPP				
Charges à répartir	0	0	0	0
Immobilisations financières	2 792 919	3 454 271	3 616 251	3 776 791
Amortissements comptables différés	2 428 270	0	0	0
Autres				
Comptes liaison investissement (emplois)				
TOTAL II	97 276 260	97 630 853	101 063 242	101 614 442
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT NEGATIF (I-II)	0	0	0	0
Actifs stables d'exploitation				
Report à nouveau déficitaire				
Résultat déficitaire	869 826	4 073 464	2 214 817	0
Créances glissantes *(art.R314-98 CASF)*				
Droits acquis par les salariés non provisionnés	1 000 391	923 495	782 075	712 297
Comptes liaison exploitation (emplois)				
TOTAL IV	1 870 217	4 996 960	2 996 892	712 297
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION NEGATIF (III - IV)	0	0	0	0
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL NEGATIF	0	0	0	0
Valeurs d'exploitation				
Stocks et en cours	2 731 610	2 619 682	2 677 650	2 780 632
Avances et acomptes versés	2 186	16 026	7 353	234 902
Créances sur organismes payeurs et usagers	11 271 985	8 355 975	8 794 334	9 691 441
Créances diverses d'exploitation	5 540 806	6 412 611	8 654 014	10 727 997
Créances irrécouvrables admises non valeur				
Charges constatées d'avance	230 836	265 617	223 953	229 388
Neutralisation des dettes pour congés à payer	-1 484 300	-1 394 383	-1 487 689	-1 439 862
Autres				
Comptes liaison cycle d'exploitation (emplois)				
TOTAL VI	18 293 122	18 275 528	18 869 615	22 224 498
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (VI - V)	**1 123 379**	**3 160 113**	**6 824 219**	**10 724 563**
Liquidités				
Valeurs mobilières de placement				500 000
Disponibilités	21 661 158	15 639 362	7 471 525	7 531 011
Autres				
Comptes liaison de trésorerie (emplois)				
TOTAL VIII	21 661 158	15 639 362	7 471 525	8 031 011
TRESORERIE POSITIVE (VIII - VII)	**21 544 302**	**15 582 249**	**7 356 699**	**7 944 704**
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	**139 100 757**	**134 542 703**	**130 401 275**	**132 582 247**

FINANCEMENTS	2022	2023	2024	2025
Financements stables				
Apports ou fonds associatifs	864 810	864 810	864 810	864 810
Réserves d'investissement	6 872 907	7 353 362	7 353 362	7 353 362
Subventions d'investissements	2 098 722	2 609 077	2 621 720	2 482 310
Réserves de compensat° des charges d'amort	2 630 463	2 630 463	2 630 463	2 630 463
Provisions pour renouvellement d'immobilisat°	2 421 600	0	0	0
Provisions réglementées des plus-values nettes	946 370	946 370	946 370	946 370
Emprunts et dettes financières	19 401 813	19 231 587	17 372 231	17 867 703
Dépôts et cautionnements reçus	2 849	2 995	2 668	3 058
Amortissements (total)	55 846 178	58 856 603	62 300 325	63 764 032
- Immobilisations incorporelles	418 472	440 332	456 658	474 485
- Agencements des terrains	258 716	260 478	262 240	264 449
- Constructions	39 206 156	41 402 882	43 740 803	45 301 552
- Installations techniques, matériel, outillage	10 353 467	11 188 894	12 047 673	12 131 813
- Autres immobilisations corporelles	5 609 366	5 564 017	5 792 952	5 591 733
Dépréciation des immobilisations (c/29)				
Fonds dédiés à l'investissement	2 968 883	2 411 245	2 243 607	2 086 013
Dépenses refusées				
Autres (résultats non contrôlés)	14 687 616	15 104 607	15 824 730	17 207 484
Comptes liaison investisst (ressources)				
TOTAL I	108 742 209	110 011 118	112 160 285	115 205 605
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT POSITIF (I-II)	**11 465 950**	**12 380 265**	**11 097 043**	**13 591 163**
Financements stables d'exploitation				
Réserves et provisions de couverture du BFR	2 335 509	2 335 509	2 335 509	2 335 509
Réserves de compensation des déficits	3 365 815	3 309 715	3 309 715	3 309 715
Résultat excédentaire	0	0	0	2 698 318
Report à nouveau excédent en attente affectat°	-484 112	-2 189 133	-7 217 447	-10 836 970
Provisions pour risques et charges	4 642 453	3 747 110	3 726 511	4 850 365
Fonds dédiés à l'exploitation	2 120 833	3 173 748	3 002 441	2 157 325
Dépréciation stocks, créances, élémts financiers	1 091 651	982 109	924 038	1 276 140
Comptes liaison exploitation (ressources)				
TOTAL III	13 071 948	11 359 057	6 080 767	5 790 401
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION POSITIF (III - IV)	**11 201 731**	**6 362 098**	**3 083 874**	**5 078 104**
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL POSITIF	**22 667 681**	**18 742 362**	**14 180 918**	**18 669 267**
Dettes d'exploitation				
Avances reçues				
Fournisseurs d'exploitation	3 230 291	4 617 734	3 697 037	4 025 920
Dettes sociales et fiscales	12 203 183	8 196 389	7 844 719	6 965 361
Dettes diverses d'exploitation	1 729 565	300 214	204 215	160 231
Produits constatés d'avance	6 704	1 079	299 425	348 422
Ressources à reverser à l'aide sociale				
Fonds déposés par les résidents				
Autres				
Comptes liaison du cycle d'exploitation (ress)				
TOTAL V	17 169 743	13 115 415	12 045 397	11 499 935
EXCEDENT DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (VI - V)	0	0	0	0
Financements à court terme				
Fournisseurs d'immobilisations	85 369	20 893	86 225	53 006
Fonds des majeurs protégés				
Concours bancaires courants				
Ligne de trésorerie				
Intérêts courus non échus	31 487	36 220	28 601	33 298
Comptes liaison de trésorerie (ressources)				
TOTAL VII	116 856	57 113	114 826	86 307
TRESORERIE NEGATIVE (VII - VIII)	0	0	0	0
TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	**139 100 757**	**134 542 703**	**130 401 275**	**132 582 247**

Engagements Financiers

Engagements reçus :

Cautions des organismes bancaires	**0**
Cautions des collectivités locales	**1 452 574**
- Mapha Nueil des Aubiers : Commune de Nueil les Aubiers sur prêts GIC - Mapha Nueil des Aubiers : Commune de Nueil les Aubiers sur prêts Caisse d'Epargne - Construction FV Moncoutant : Commune de Moncoutant	19 847 232 727 1 200 000
Souscription FGMOSS	**170 572**
Nantissement	**500 000**

Emprunts garantis par sureté réelles (valeur nominale de départ) :

	Date de réalisation	Montant garanti au 31/12/2025	Suretés réelles	
Construction MPA St Martin les Melle : Caisse d'Epargne	2003	527 684	2 426 000	Hypothèque de 1er rang
Construction IME de Niort : Caisse d'Epargne	2007	411 720	2 500 000	Hypothèque de 1er rang
Construction IME de Niort : Crédit Coopératif	2007	611 521	2 500 000	Hypothèque de 1er rang
Construction Foyer de Vie St Porchaire Crédit Agricole	2015	292 361	1 000 000	Hypothèque de 2er rang
			8 426 000	

Engagements donnés :

Caution solidaire vers la SCI Handi-Travail 79 : 2 286 592 euros

Caution solidaire vers la SCI handi-habitat 79 : 997 204 euros

Effectif

Effectif du personnel à la clôture de l'exercice : 31/12/2025

EFFECTIF	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif ETP
Cadres	45	79	124	108.51
Employés	372	908	1 280	1 215.05
TOTAL	**417**	**987**	**1 404**	**1 323. 53**

Rémunérations alloués aux dirigeants

L'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 précise que la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés doit figurer en annexe des comptes annuels, dès lors que l'association, reçoit des subventions de l'Etat et collectivités territoriales pour un montant annuel supérieur à 50 000 euros et dont le budget annuel est supérieur à 100 000 euros.

Au cas particulier de l'association ADAPEI 79, il est rappelé que les administrateurs ne sont pas rémunérés (hors clause statuaire accordée pour le Président, correspondant au ¾ du SMIC) et ne bénéficient pas d'avantages en nature.